

Maître d'ouvrage
COMMUNE DE SOYE
9 Place de l'Eglise
25250 SOYE
TEL : 03 81 92 87 24
Email : mairie.soye@gmail.com

Maître d'œuvre
FRANCOIS SOLMON ARCHITECTE D.P.L.G.
16, Rue Charles Lalance
25200 MONTBELIARD
Tél. 03 81 31 22 49
Email : solmon@icobet.com

REHABILITATION DE L'ANCIEN PRESBYTERE

25250 SOYE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

- SOMMAIRE -

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1. - Objet du Marché
- 1.2. - Tranches et lots
- 1.3. - Maîtrise d'œuvre
- 1.4. - Coordonnateur de sécurité
- 1.5. - Contrôleur technique

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

- 2.1. - Pièces particulières
- 2.2. - Pièces générales

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION D'OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

- 3.1. - Répartition des paiements
- 3.2. - Tranche conditionnelle
- 3.3. - Contenu des prix. Mode d'évaluation des ouvrages et règlements des comptes
- 3.4. - Variation des prix
- 3.5. - Sous-traitance
- 3.6. - Installation du chantier avec dépenses a la charge du compte prorata

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES - RETENUES

- 4.1. - Délai d'exécution des travaux
- 4.2. - Prolongation du délai d'exécution
- 4.3. - Pénalités de retard
- 4.4. - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 4.5. - Délai et retenue pour remise des documents fournis à l'achèvement des travaux
- 4.6. - Sanctions pour manquement vis-à-vis d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

- 5.1. - Retenue de garantie
- 5.2. - Avance forfaitaire

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITES, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

- 6.1. - Provenance des matériaux et produits
- 6.2. - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.
- 6.3. - Prise en charge, manutention conservation par l'entrepreneur de matériaux et produits fournis par le Maître d'Ouvrage

ARTICLE 7 - IMPLANTATIONS DES OUVRAGES

- 7.1. - Piquetage général
- 7.2. - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

- 8.1. - Période de préparation, programme d'exécution des travaux

- 8.2. - Plans d'exécution, notes de calculs, études de détails
- 8.3. - Mesures d'ordre social ou environnemental
- 8.4. - Organisation - Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé

ARTICLE 9 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

- 9.1. - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux
- 9.2. - Réception
- 9.3. - Prise de possession anticipée de certains ouvrages
- 9.4. - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
- 9.5. - Documents fournis à l'achèvement des travaux
- 9.6. - Délais de garanties
- 9.7. - Assurances

ARTICLE 10- DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du Marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières C.C.A.P. concernent la *REHABILITATION DE L'ANCIEN PRESBYTERE DE SOYE (25250)*.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) des différents lots.

1.2 Tranches et lots

Les travaux sont répartis en 14 lots :

- 1 – DESAMIANPAGE - DEPLOMBAGE
- 2 - DEMOLITION – GROS OEUVRE
- 3 - CHARPENTE
- 4 - MENUISERIES EXTERIEURES
- 5 - SERRURERIE
- 6 - MENUISERIES INTERIEURES
- 7 - PLATRERIE – ISOLATION – PEINTURE
- 8 - REVETEMENT SOL – FAIENCES
- 9 - ELEVATEUR
- 10 – CHAUFFAGE
- 11 – VENTILATION
- 12 – PLOMBERIE SANITAIRE
- 13 - ELECTRICITE
- 14 - GEOTHERMIE

1.3 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

François SOLMON, Architecte D.P.L.G.,

16, rue Charles Lalance - 25200 MONTBELIARD

Tél : 03.81.31.22.49. E-mail: solmon@icobet.com

ESPACE INGB – Bureau d'Etudes pluridisciplinaire

1 Rue Morimont – 90000 BELFORT

Tél : 03 84 21 32 32 Email : bureau@espace-ingb.com

Il est chargé d'une mission de base + EXE.

1.4 Coordonnateur de sécurité

BLONDEAU INGENIERIE

M. Geoffroy PALLE

30 Avenue Villarceau – 25000 BESANCON

gpalle@blondeau-ingenierie.com Tél : 06.51.89.45.76

1.5 Contrôle technique

SOCOTEC – Agence Construction Belfort
30D Avenue du Gal Leclerc – Domaine du Parc – 90000 BELFORT
Kamel.ghemari@socotec.com - Tél : 03.81.41.40.36

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE - ORDRE DE PRIORITE

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, et en cas de contradictions entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

2.1 Pièces particulières

- ▶ L'acte d'engagement (A.E.)
- ▶ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- ▶ Les cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du lot, contenant la description des ouvrages et les spécifications techniques
- ▶ Les documents graphiques tels que les plans Architecte de F. SOLMON
- ▶ La décomposition du prix global forfaitaire (D.P.G.F.) du lot établie par l'entrepreneur.

2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, ainsi défini à l'article 3.4.2. :

- ▶ le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux
- ▶ le Cahier des Charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)
- ▶ le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux Marchés Publics de Travaux.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX

3.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

3.2 Tranche conditionnelle

Sans objet.

3.3 Contenu des prix. Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.3.1. Les prix du marché sont hors T.V.A.

3.3.2. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global et forfaitaire et non révisable stipulé à l'article 2.1. de l'acte d'engagement.

3.3.3. Par dérogation à l'article 13.1.1. du C.C.A.G., les projets de décompte mensuels arrêtés au dernier jour du mois m devront être remis au maître d'œuvre pour le 25 du mois m . Le point de départ du délai de paiement est fixé au 5^{ème} jour du mois $m+1$, la date d'origine pour la détermination du délai maximum de paiement applicable à ce projet sera le 5^{ème} jour du mois $m+2$.

3.3.4. Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes.
Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception par le maître de l'ouvrage de l'acceptation du décompte général par le titulaire.

3.4 Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après:

3.4.1. Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées au 3.4.3. et au 3.4.5

3.4.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé «mois zéro» (m_0).

3.4.3. Choix de l'index de référence

Choisis en fonction de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché, l'index de référence est le suivant, dans l'ordre des lots:

LOT	DESIGNATION	INDEX
LOT 1	DESAMIANPAGE – DEPLOMBAGE	BT 01 par défaut
LOT 2	DEMOLITION – GROS ŒUVRE	BT03
LOT 3	CHARPENTE	BT16b (bois)
LOT 4	MENUISERIES EXTERIEURES	BT19b (bois)
LOT 5	SERRURERIE	BT42
LOT 6	MENUISERIES INTERIEURES	BT18b (bois)
LOT 7	PLATRERIE – ISOLATION – PEINTURE	BT08 75% BT46 25%
LOT 8	REKETEMENT SOL PVC - FAIENCES	BT10 55% BT09 45%
LOT 9	ELEVATEUR	BT48
LOT 10	CHAUFFAGE	BT41
LOT 11	VENTILATION	BT41
LOT 12	PLOMBERIE SANITAIRE	BT 38
LOT 13	ELECTRICITE	BT 47
LOT 14	GEOTHERMIE	BT 01 par défaut

3.4.4. Modalités d'actualisation des prix fermes

L'actualisation est calculée en fonction des conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations. **Le prix est actualisable, selon** la formule suivante:

$$P = P_0 * (IM-3 / IM_0)$$

- . P: prix actualisé du marché
- . P_0 : montant initial du marché HT
- . IM_0 : valeur de l'indice ou l'index BT du mois d'élaboration des prix du marché
- . IM: le mois de démarrage de l'exécution des prestations
- . IM-3: valeur de l'indice ou l'index BT 3 mois avant le démarrage de l'exécution des prestations

3.4.5. Modalités de révision des prix

Le prix est révisable, le montant de chaque acompte est révisé par application d'un coefficient de révision donnée par la formule:

$$P = P_o * (0.15 + 0.85 \text{ BTn} / \text{BTo})$$

- . P: prix révisé
- . Po: prix initial du marché HT
- . BTn: valeur de l'index BT au mois d'exécution des travaux
- . BTo: valeur de l'index BT au mois Mo défini dans l'acte d'engagement

3.4.6. Modalités de révision des fournitures particulières

Sans objet

3.4.7. Révision provisoire

Sans objet

3.4.8. Application de la taxe à valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de cette dernière.

3.4.9. Dernier index de révision

Le dernier index utilisé sera celui correspondant au mois fixé contractuellement pour l'achèvement des prestations ou au mois effectif de l'achèvement des prestations si celui-ci est antérieur.

3.5 Régularité des sous-traitants, paiement des co-traitants et des sous-traitants

3.5.1. Désignation de sous-traitant en cours de marché

Un sous-traitant ne peut être accepté qu'à la condition formelle que le titulaire joigne à la déclaration et aux documents visés à l'article 3.6.1. du cahier des clauses administratives générales, les documents suivants, datés et signés par une personne habilitée à engager le sous-traitant :

a) Dans tous les cas :

- ▶ la déclaration sur l'honneur qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- ▶ l'attestation sur l'honneur que ni lui-même ou l'entreprise qu'il représente ou toute personne ayant agi sous son couvert n'ont fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail ;
- ▶ une attestation d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux sous-traités ;
- ▶ une liste de références significatives ainsi que les moyens humains et matériels.

b) Si le sous-traitant n'est pas de premier rang :

- ▶ la caution bancaire garantissant le paiement du sous-traitant conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur.
- ▶ l'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration et mentionne les pièces jointes.

3.5.2. Documents périodiques

En compléments des documents visés au 3-5.1, et ensuite tous les six mois jusqu'à la fin de l'intervention

du sous-traitant, le titulaire fournira les documents suivants, en vertu de l'article D8222-5 (ou D8222-7) du code du travail, datés et signés par le sous-traitant (si montant sous-traité supérieur à 3000 € TTC) :

a) Dans tous les cas :

- ▶ un courrier du sous-traitant, sur papier à en-tête, daté et signé et mentionnant tous les renseignements légaux ;
- ▶ une attestation de fourniture de déclarations sociales ;
- ▶ une attestation sur l'honneur du dépôt, auprès de l'administration fiscale, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires.

b) Si le sous-traitant emploie des salariés :

- ▶ l'attestation sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du code du travail ;
- ▶ l'ensemble des renseignements visés à l'article D8254-2 (ou D8254-3) du code du travail en cas d'emploi de travailleurs étrangers. Ces attestations seront établies sur le courrier visé au a) ci-dessus.

3.5.3. Modalités de paiement direct des co-traitants

Dans le cas de co-traitants payés directement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs co-traitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché. Dans le cas où un litige opposerait un co-traitant au mandataire sur les sommes dues, il est rappelé aux entrepreneurs que ni le maître de l'ouvrage, ni le maître d'œuvre ne sont compétents pour en connaître.

Il appartiendra aux entrepreneurs de régler leurs différends entre eux, à l'amiable ou par tout autre moyen de droit privé.

3.6 Installation du chantier avec dépenses à la charge du compte prorata (suivant NF)

Frais divers :

- Eclairage du chantier
- Consommations électriques et abonnement
- Consommations d'eau et abonnement
- Nettoyage :

L'ensemble des gravois sera entreposé dans une benne container de 10m³, location et évacuation périodique, et ce pendant toute la durée du chantier, soit sur une durée envisagée théorique de quatre (4) mois. L'entrepreneur devra le nettoyage quotidien des cantonnements de chantier, que seront la salle de réunions, le bloc sanitaire, etc...

- Fourniture des matières consommables (savon, essuie-mains, papier toilette, etc...).
- Gestion du compte prorata 1.00% pour les différentes dépenses de consommation

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES - RETENUES -

4.1 Délai d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes pour le délai d'ensemble figurent dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G. travaux, le calendrier détaillé d'exécution des travaux est élaboré par le maître d'œuvre après consultation de l'entrepreneur.

Après acceptation par l'entrepreneur au moins 10 jours avant la fin de la période de préparation visée au 8.1 ci-après, ce calendrier est notifié par ordre de service à l'entrepreneur. Au cours de l'exécution des

travaux, le maître d'œuvre peut, avec l'accord de l'entreprise et dans la limite du délai d'ensemble, notifier par ordre de service un calendrier rectificatif.

4.2 Prolongation du délai d'exécution

Sous réserve des dispositions législatives en vigueur, les journées d'intempéries définies conformément aux dispositions des articles L731-1 à 13 du Code du Travail, pourront donner lieu à une prolongation du délai d'exécution. L'impossibilité technique à poursuivre les travaux aura été validée par le maître d'œuvre. L'entrepreneur devra fournir les relevés Météo France.

Pénalités de retard (elles n'entrent pas dans le champ de la TVA)

Une pénalité journalière de 1/1000ème sur la base du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus en cours d'opération par jour calendrier de retard sera appliquée en cas de retard dans l'exécution des travaux.

Une pénalité de 75 € sera appliquée en cas d'absence à une réunion hebdomadaire de chantier, non justifiée 24 H à l'avance. Une pénalité journalière de 100 € par jour calendrier de retard sera appliquée en cas de retard de remise de documents (plans de tout ordre ...).

Les samedis et dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités. Le montant des pénalités n'est pas plafonné. Par dérogation à l'article 20.4 du C.C.A.G. travaux, le titulaire ne sera pas exonéré de son paiement, même si la somme ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

4.3 Repliement des installations de chantier, remise en état des lieux

Le temps nécessaire au repliement des installations de chantier et à la remise en état des lieux est inclus dans le délai contractuel.

4.4 Délai et retenue pour remise des documents fournis à l'achèvement des travaux

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en 4 exemplaires dont 1 reproductible le dossier des ouvrages exécutés au plus tard le jour des opérations préalables à la réception. Une retenue journalière de 250 € H.T. sera effectuée en cas de retard dans la remise des documents, conformément à l'article 20-5 du C.C.A.G.

4.5 Sanctions pour manquement vis-à-vis d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs

En cas de manquement de la part de l'entreprise ou de son sous-traitant d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de saisir sans délai et sans mise en demeure les organismes ou administrations de contrôle, sans préjudice de l'application des dispositions prévues à l'article 31.4.4 du C.C.A.G.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Retenue de garantie

Il sera exercé une retenue de 5.00 % sur les acomptes. Cette retenue pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande établie selon le modèle fixé par l'arrêté du 3 janvier 2005 modifié par les arrêtés du 28 août 2006 et 29 février 2008 du ministre chargé de l'économie et des finances.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le comité visé à l'article L.612.1. du code monétaire et financier ou par le comité des entreprises d'assurance mentionné à l'article L.413-1 du code des assurances et agréé par le maître de l'ouvrage.

Cette garantie doit être constituée en totalité en une seule fois, avenants compris. En cas d'avenant postérieur éventuel, elle doit être complétée dans les mêmes conditions. Dans l'hypothèse où cette

garantie ne serait pas constituée en totalité, ou complétée, la retenue de garantie correspondante est prélevée.

5.2 Avance forfaitaire

Conformément au code de la commande publique, une avance peut être versée au titulaire d'un marché subséquent selon les indications portées par ses soins dans l'Acte d'Engagement.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITES, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits

La provenance des matériaux, produits et composants de construction est fixée par le C.C.T.P.

6.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des produits, matériaux et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier. Les vérifications de qualité seront à la charge de l'entreprise.

6.3 Prise en charge, manutention et conservations par l'entrepreneur de matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7 - IMPLANTATIONS DES OUVRAGES

7.1 Piquetage général

Il sera effectué avant le commencement des travaux et à la charge du titulaire du lot.

7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

A la charge du titulaire du lot.

ARTICLE 8 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation, programme et exécution des travaux

Il est prévu une période de préparation de quinze jours non comprise dans le délai d'exécution de 3 mois. Elle commence à compter de la date de réception de l'ordre de service de démarrage du lot intervenant en premier et s'achève dix jours après la remise au maître d'œuvre et au coordonateur de sécurité des documents visés ci-dessous.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respectivement des parties contractantes :

Par les soins du maître de l'ouvrage et/ou du maître d'œuvre: établissement du calendrier d'exécution des travaux.

Par les soins de l'entrepreneur :

- Approbation du calendrier d'exécution élaboré par le maître d'œuvre et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du C.C.A.G. L'absence du visa du maître d'œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.
- Etablissement et présentation du visa du coordonateur de sécurité des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) dans un délai de 30 jours décompté de la visite commune préalable de sécurité. Le coordonateur doit notifier ses observations ou son visa dans un délai de 7 jours à compter de la réception de ce document. L'absence de visa du coordonateur de sécurité fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

8.2 Plans d'exécution, note de calcul, études de détails.

Les plans d'exécution et de mise en œuvre sont fournis par l'entrepreneur.

8.3 Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail

Le titulaire doit se conformer à la législation du travail en vigueur.

8.4 Organisation - Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé

Les stipulations de l'article 31-1 du C.C.A.G. sont applicables.

ARTICLE 9 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX -

9.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôle des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du C.C.T.G. ou par le C.C.T.P. sont exécutés par l'entrepreneur, à la diligence du Maître d'Œuvre.

9.2 Réception

Par dérogation à l'article 41 du C.C.A.G., la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. L'entrepreneur avisera la personne responsable du marché et le Maître d'Œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés. La réception est prononcée sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues au C.C.T.P.

9.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages

Sans objet

9.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet

9.5 Documents fournis à l'achèvement des travaux

Les modalités de présentation des documents à fournir à l'achèvement des travaux seront conformes aux stipulations de l'Article 40 du C.C.A.G.

9.6 Délais de garantie

Les modalités des délais de garantie seront conformes aux stipulations de l'Article 44 du C.C.A.G.

9.7 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur (ainsi que les co-traitants) doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident /dommage causés par l'exécution des travaux ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie et des franchises.

ARTICLE 10 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations apportées aux documents généraux et Normes Françaises homologuées sont explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. :

a) C.C.A.G. :

- *Dérogation à l'article 13.1.1 du C.C.A.G. résultant de l'article 3.3.3. du présent C.C.A.P.*
- *Dérogation à l'article 10.44 du C.C.A.G. résultant des articles 3.4.1 à 3.4.7. du présent C.C.A.P.*
- *Dérogation à l'article 20.4 du C.C.A.G. résultant de l'article 4.3. du présent C.C.A.P.*
- *Dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G. résultant de l'article 4.1. du présent C.C.A.P.*
- *Dérogation à l'article 41.1 à 3 du C.C.A.G. résultant de l'article 9.2. du présent C.C.A.P.*

b) C.C.T.G. :

- Néant

Fait à _____, le _____

Vu par le Maître d'Ouvrage

Lu et accepté, pour l'Entreprise